

L'AUTARCIE CRIMINELLE...

Il faut y revenir, y penser encore; notre général qui devait tout rénover sinon tout changer en fait une des conditions essentielles de notre relèvement, comme au temps de Mendès-France comme sous le règne de Guy Mollet. On pouvait lire les derniers jours de juin, dans toute la presse, en gros caractères, des titres de ce genre: *Spectaculaire redressement de notre balance commerciale; nos ventes à l'étranger couvrent en mai nos achats à 109%*. C'est bien le cas de répéter comme au temps de la première: *ce n'était pas la peine assurément de changer de gouvernement*. Demandez aux millions d'économiquement faibles, aux vieux travailleurs sans travail et sans ressources et de salariés à moins de quarante mille francs mensuels si leur balance particulière est mieux équilibrée depuis que celle de la France est active ou créditrice selon le jargon des économistes.

J'aurais cru cependant qu'avec Antoine Pinay qui se pique d'être un libéral, on n'en parlerait tout autrement, car le fait qu'une balance commerciale est en équilibre n'est pas du tout un avantage, c'est le plus souvent un hasard sans aucune importance. Aujourd'hui, dans le monde économique, la mode est à croire qu'une nation doit couvrir ses achats à l'étranger par des ventes équivalentes sinon c'est, pour cette nation, la faillite, la catastrophe. Le but suprême à atteindre c'est d'arriver à pouvoir se passer complètement de l'étranger. Les uns, le plus grand nombre, admettent même cette absurdité qu'il faut vendre mais ne pas acheter à l'étranger, car, paraît-il, l'exportation enrichit et l'importation appauvrit. Et l'on arrive ainsi à considérer l'«autarcie» comme un idéal, ou le chemin vers l'autarcie comme un destin auquel on ne peut échapper et contre lequel il est, non seulement inutile de lutter, mais qu'il faut accepter et favoriser. Cette évolution de l'économie cadre si bien avec le réveil insensé du nationalisme chez toutes les races, dans tous les pays, qu'il ne faut pas s'étonner de son succès.

Un camarade m'a dit: «*Es-tu bien sûr de ta vérité, qui est en contradiction avec le sentiment presque unanime de tes concitoyens?*» Bien qu'il y ait longtemps que je réfléchis à cette question et que rien n'est venu ébranler ma conviction, j'ai relu quelques classiques, et ma consultation n'a fait que renforcer ma position. Voici, par exemple, ce qu'on m'enseignait lorsque j'étais élève-maître à l'Ecole normale de Lyon de 1896 à 1899. Je cite:

«*La prétendue balance du commerce. Une erreur encore très répandue aujourd'hui, consiste à croire qu'une nation ne s'enrichit que par les marchandises qu'elle vend aux étrangers et qu'elle s'appauvrit au contraire par les achats qu'elle leur fait; que, par conséquent, il est avantageux d'exporter le plus possible, enfin que la différence entre l'importation et l'exportation donne la mesure exacte du bénéfice fait ou de la perte subie. C'est ce qu'on a appelé la balance du commerce. Cette théorie est en contradiction formelle; avec les faits. Elle prend l'apparence pour la réalité.*»

Ces lignes sont extraites de la «Géographie générale», de Pierre Foncin, inspecteur général de l'Instruction publique, dont le crédit et les connaissances font encore autorité; page 70 de l'édition de l'époque.

La deuxième citation, celle qui suit, est tirée du livre d'un professeur américain à l'Université de Buffalo (U.S.A.), intitulé «les panacées économiques», paru vers 1933. Je l'ai choisie, parce qu'elle résume dans une pensée claire, d'une logique cartésienne, la thèse des économistes dignes de ce nom, - il y en a encore heureusement - qui enseignent la science économique dans les universités encore libres. La voici, pages 136 et 140:

«*Les habitants des pays civilisés obtiennent les choses dont ils ont besoin par le système de la division du travail. Les biens dont chaque individu a besoin pour son usage personnel ne sont pas tous produits par lui-même: chacun se borne à produire une certaine catégorie d'objets ou à fournir un certain*

travail qu'il échange ensuite contre le produit du travail des autres. La production totale de l'humanité augmente énormément grâce à la division du travail et à la spécialisation. Elle augmente d'autant plus que les hommes qui prennent part à cette division du travail sont plus nombreux et leurs capacités plus différentes. L'immense développement du bien-être général et l'accroissement de la population du globe, qui se sont produits au cours du dernier siècle, étaient dus au fait que la division du travail a fini par s'étendre aux hommes des régions et cultures les plus variées. L'accroissement de la population en Europe (187 millions en 1800; 550 millions en 1930) n'aurait pas été possible sans les échanges internationaux. Une autarcie complète provoquerait dans les pays de l'Europe une misère telle que le niveau de vie d'un indigent de notre temps apparaîtrait comparativement comme une existence luxueuse; mais il y a plus: cette autarcie ne serait réalisable qu'à condition de sacrifier des millions de vies humaines».

Voilà, à mon sens, où est la vérité, la vraie vérité. Le tragique avertissement que contiennent ces lignes est gros de conséquences. Ceux qui se croient l'élite dirigeante, qui n'ont pas compris qu'à ne vouloir connaître autrui que dans la mesure où il peut vous servir ou vous être utile. c'est-à-dire en l'exploitant, condamne le genre humain au pire destin.

Ce n'est pas par hasard que les grandes périodes relativement prospères de l'histoire, sont celles où la libre circulation des biens et des personnels est assurée et où les marchés sont ouverts à tous. Les relations d'homme à homme, de village à village, dont nous avons à peine conscience tellement elles font partie de notre vie quotidienne ne diffèrent pas de celles qui existent de région à région, de pays à pays, etc. Or, est-il question de balance commerciale dans les échanges entre villages, entre Paris et Lyon, entre la Bourgogne et l'Auvergne par exemple. Alors pourquoi toutes ces douanes, toutes ces barrières, tous ces contingents, tous ces tarifs, tous ces contrôles, à l'échelle des nations, qui aboutissent au garrotage du commerce mondial par l'application de ce principe insensé: j'achète chez toi autant et pas plus que tu n'achètes chez moi. De même que chaque producteur peut acheter ou acheter chez un autre producteur plus ou moins qu'il ne lui vend. Si l'on voulait avoir une balance équilibrée ou active à tout prix, en ne pourrait y parvenir qu'au prix de sacrifices douloureux et inutiles de part et d'autre. C'est à une œuvre stupide de ce genre que sont consacrés les efforts de nos dirigeants planificateurs, qui sont en réalité au service d'intérêts particuliers, car il n'y a aucune autre raison au monde pour souhaiter un tel équilibre. S'ils sont de bonne foi, ils ignorent le mécanisme des échanges, c'est-à-dire le rôle de l'argent qui assure par sa circulation le transfert des capitaux et rétablit automatiquement les équilibres nécessaires. Pour les échanges internationaux, il est facile de comprendre que la balance générale des paiements explique comment l'actif et le passif des balances particulières se compensent entre eux et qu'elle ne peut être, dans sa totalité, ni active ni passive. Il est amusant d'entendre en même temps des dirigeants qui veulent tous avoir une balance activé des paiements pour leurs pays; ce qui est absurde en soi, car ce qui est passif pour un pays doit être actif pour un autre. Et c'est avec des arguments et des prétentions de ce genre qu'ils justifient leur politique commerciale et financière prohibitionniste. Quelle misère!

Je voudrais terminer, comme d'habitude, ces courtes et bien incomplètes considérations sur ce vaste sujet, par un conseil qui s'adresse surtout aux militants qui ont dans une certaine mesure le pouvoir d'influencer le cours des événements.

Pour défendre les vrais travailleurs, c'est-à-dire les créateurs de la richesse générale, il faut se débarrasser de tous les faux principes que nous enseigne la soi-disant élite dont l'objectivité et le désintéressement sont très élastiques, et se méfier des emballages, des slogans qui envahissent l'opinion populaire et dont les effets sont soigneusement calculés par les chefs spirituels des classes privilégiées. Tant que les travailleurs croiront à la vertu des préjugés religieux, patriotiques, nationaux, raciaux ou, sur le terrain plus particulier de l'économie, à l'efficacité de l'autarcie avec tout son cortège protectionniste, tant qu'ils auront foi aux indices hiérarchiques, au salaire social, au système des primes, ou à une Sécurité sociale où chacun a la main dans la poche de son voisin; tant qu'on pourra les amuser ou les passionner avec la retraite du combattant ou la franchise de 3.000 francs, ou leur faire croire qu'on abolit le salariat et le patronat en baptisant salaires de scandaleux profits, il y aura encore de beaux jours pour les exploiteurs capitalistes, les tricheurs, les faux chrétiens, les faux socialistes et les faux communistes, c'est-à-dire pour les Eglises et les Etats.

J. FONTAINE.